



Précarité menstruelle p. 4 et 5

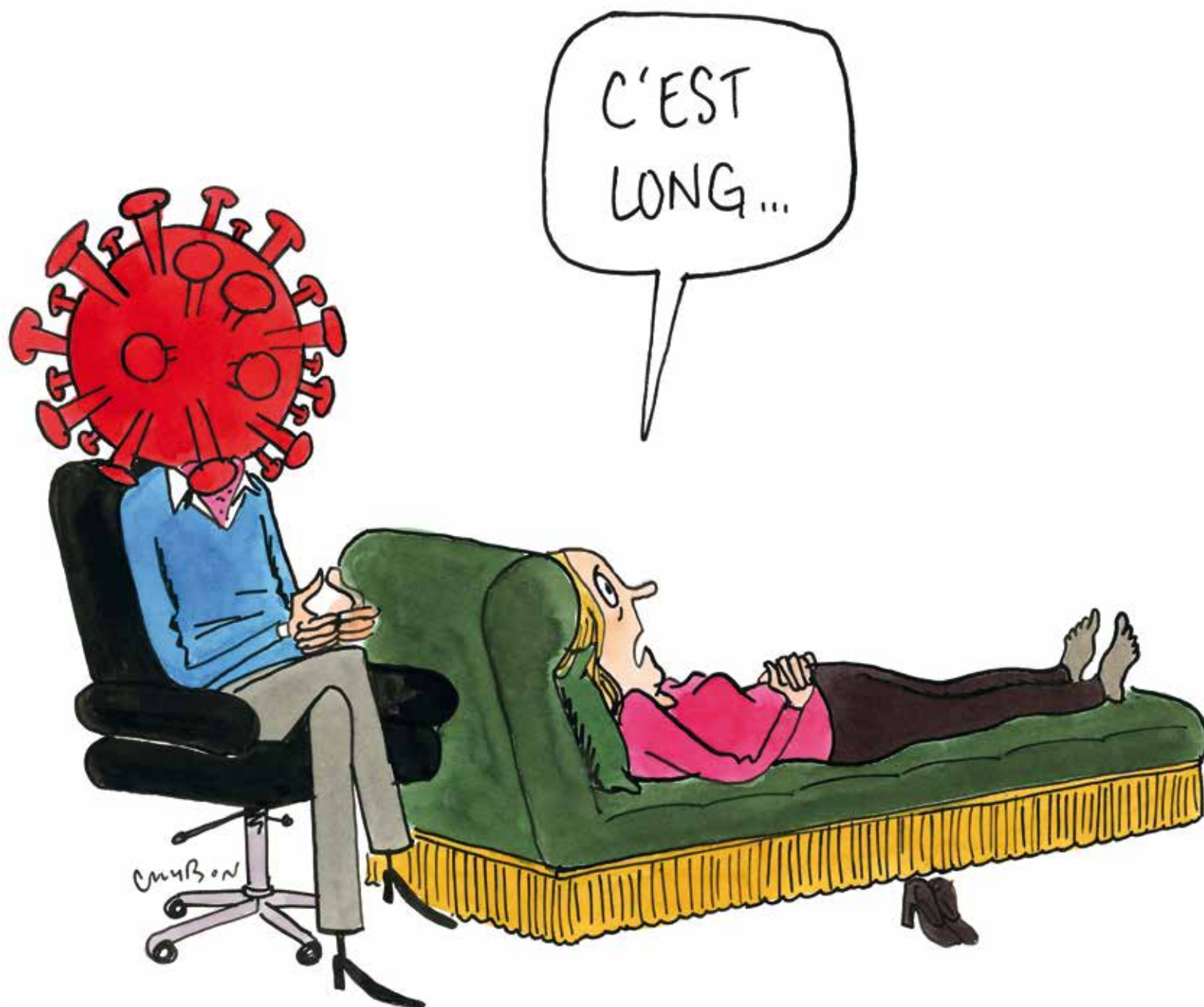
La Ville met en place des kits gratuits et des boîtes à dons pour soutenir les personnes réglées.

Contournement Est p. 6

Les élu-e-s de la Métropole Rouen Normandie ont majoritairement voté contre le financement du projet d'autoroute.

Ferme urbaine p. 18 et 19

Une ferme pédagogique appliquant le modèle de la permaculture s'installe au parc du Champ des Bruyères.



Un an avec le virus...

Douze mois après le début de la pandémie de Coronavirus, les conséquences de la crise sanitaire sur la santé mentale ne semblent épargner personne, les 16-25 ans sont même particulièrement touchés ? p. 10 à 13

COVID-19

La campagne de vaccination se poursuit

Depuis le 18 janvier, la vaccination contre la Covid-19 concerne les résidents en Éhpad et les seniors de 75 ans et plus. Un réseau de 300 centres a ouvert dans toute la France. La prise de rendez-vous est néanmoins saturée, forçant les patients à attendre plusieurs semaines ou à se rendre dans un centre loin de chez eux. Il convient d'appeler le 02.79.46.11.56 (ligne accessible de 8 h à 18 h) ou de se rendre sur le site sante.fr pour obtenir un rendez-vous.

La troisième phase de vaccination, qui concernera en premier lieu les 50-64 ans, doit débuter à la fin du printemps 2021.



PHOTO: J.-P. S.



PHOTO: L. S.

URBANISME

Nouvelle allée piétonne au Château blanc

L'ancien parking situé entre le collège Robespierre et le parc Gracchus-Babeuf a laissé place à une nouvelle allée piétonne reliant le quartier Macé au centre Madrillet. Régulièrement empruntée aux heures de rentrées et de sorties scolaires, cette liaison a pu voir le jour grâce à des « marches exploratoires » organisées par la Ville en 2016, et pendant lesquelles des habitantes du quartier ont pu exprimer leurs besoins en termes d'utilisation de la voie publique. Chiffré à 250 000 euros, le chantier entamé fin 2020 a été cofinancé par la Région Normandie (40 %), la Métropole Rouen Normandie (30 %) et la Ville (30 %) qui en a assuré la maîtrise d'ouvrage.



ACCÈS AUX DROITS

La Ville retient sa borne Caf

Présent sur place au moment où les techniciens de la Caisse des allocations familiales (Caf) devaient récupérer le matériel, le maire Joachim Moyse s'est opposé au retrait de la borne Caf installée en 2019 dans l'entrée de la Maison du citoyen. Jugée dépassée par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), cette borne est utilisée par plus d'une cinquantaine de Stéphanois-es, chaque mois, et leur sert à consulter leur compte Caf ou à imprimer une attestation.

PLUS D'INFORMATIONS : www.saintetiennedurouvray.fr



PHOTO : J.L.

CRISE SANITAIRE

Les infos pratiques sur le site de la Ville

Face à l'apparition des nouvelles variantes du virus de la Covid-19, plus contagieuses, les gestes barrières évoluent. Il convient d'utiliser un masque en tissu de catégorie 1 ou un masque chirurgical. La distance de sécurité entre deux individus est fixée à au moins deux mètres au lieu de « au moins un mètre ». Les dernières informations régulièrement mises à jour en fonction de l'évolution de la situation sanitaire sont à retrouver sur le site de la Ville.

PLUS D'INFORMATIONS : www.saintetiennedurouvray.fr

CULTURE

« Les Stéphanois exposent »

« Les Stéphanois exposent », exposition de peintures, de dessins, de sculptures et de photographies, est de retour au centre socioculturel Jean-Prévost du 12 mars au 14 avril. Qu'ils soient connus ou illustres anonymes, ces artistes stéphanois-es ont l'occasion d'exposer leurs œuvres et de faire découvrir leurs sensibilités et talent à un large public. La diversité des techniques, des genres et des styles présentés confère à cette exposition sa richesse et sa qualité.

INFOS : Du 12 mars au 14 avril, centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02.32.95.83.66.



PHOTO : J.L.

UNICITÉ

Le lien maintenu avec les usagers

Malgré les difficultés liées à la crise sanitaire qui ont pesé sur la saison 2020/2021, les services de la Ville n'ont cessé d'adapter l'offre de cours Unicité pour de nombreuses activités de loisirs, artistiques ou sportives. Les agents du conservatoire à rayonnement communal (CRC), des services des sports et des centres socioculturels ont fait preuve de souplesse en proposant des ateliers vidéos à suivre en direct ou en différé. Les cours pour lesquels aucune initiative n'a été proposée n'ont pas été facturés. Les demandes de recours écrites transmises par les usagers ayant reçu leur facturation sont examinées au cas par cas.



À MON AVIS

Fin du contournement Est ?

À l'heure où je rédige cet éditorial, les élus du conseil métropolitain viennent de s'exprimer démocratiquement à propos du projet de contournement Est. Le vote est sans appel : majoritairement, la participation financière de la Métropole Rouen Normandie à ce projet autoroutier a été rejetée.

Je me réjouis de cette décision qui va dans le sens de ce que nous avons dénoncé et combattu, avec persévérance et constance, au niveau municipal. Néanmoins, la Région et le Département envisagent de remettre en question ce choix démocratique en majorant leurs participations financières. C'est abject. La population stéphanoise ne doit pas subir un afflux de trafic routier supplémentaire.

Le sujet de la congestion des axes routiers structurants de la Métropole reste d'actualité et je défends, comme je l'ai toujours fait, le développement des transports alternatifs par le fleuve et le rail ainsi que les transports en commun. La décision finale est désormais dans les mains de l'État.

Joachim Moyse

Maire, conseiller régional



Directrice de la publication :
Anne-Émilie Ravache.

Directrice de l'information et

de la communication : Sandrine Gossent.
Réalisation : service municipal d'information et de communication. Tél. : 02.32.95.83.83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique : L'ATELIER de communication.

Mise en page : Aurélie Mailly. **Rédaction :** Antony Milanési, Laurent Derouet, Vinciane Laumonier, Ariane Duclert, Sandrine Gossent. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. **Photographes :** Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.), Jérôme Lallier (J.L.), Altivolus, Loïc Seron (L.S.), **Illustrations :** Cambon/Iconovox. **Distribution :** Benjamin Dutheil.

Tirage : 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** IROPA 02.32.81.30.60.

PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

Règles solidaires

Serviettes, tampons et gels intimes représentent un budget que certaines femmes ne peuvent se permettre. Pour lutter contre la précarité menstruelle, la Ville met en place des kits gratuits et des boîtes à dons.

Les coulisses de l'info

La précarité menstruelle a un impact social et économique : 17 % des femmes les plus précaires renoncent à sortir de chez elles (incluant les sorties pour le travail et la formation) par manque de protection hygiénique, selon une étude de l'Ifop.

En France, 1,7 million de femmes manquent de protection hygiénique et plus d'une femme sur trois ne change pas suffisamment de protection (1). Le coût des produits menstruels y est pour beaucoup, s'élevant à 3800 euros en moyenne dans la vie de chaque femme (2). « Parmi les plus démunies, certaines préfèrent sacrifier leur hygiène menstruelle pour privilégier la nourriture de leurs enfants, s'accommodant, par exemple, de papier toilette pour se protéger », souligne Charlotte Caccialupi, co-fondatrice de l'association Sang Rancune 76 investie sur le sujet.

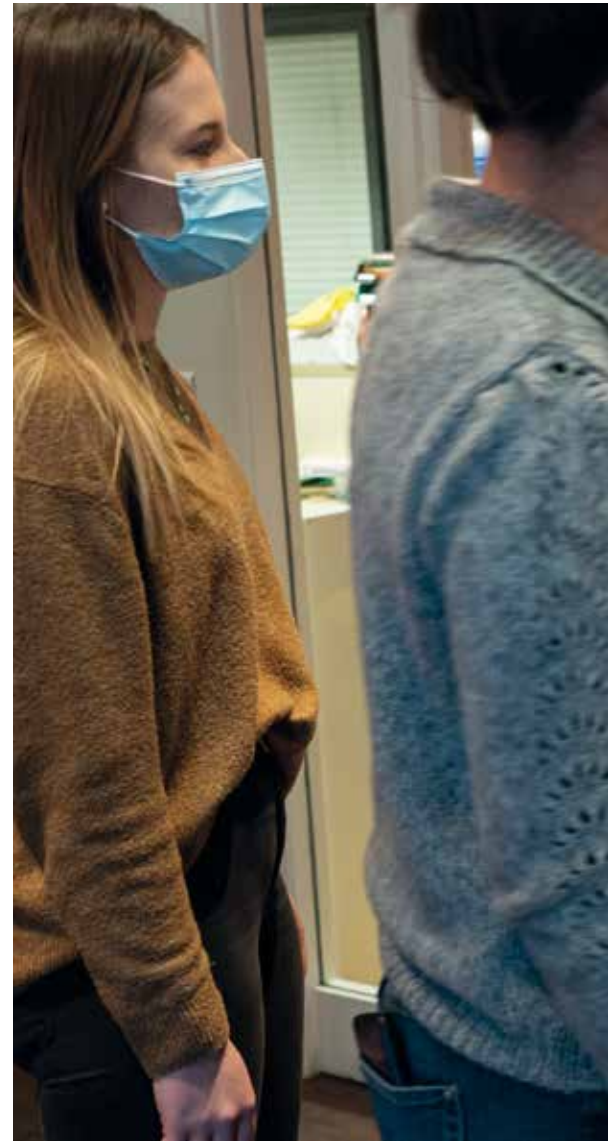
Des kits gratuits

Outre les conséquences sanitaires que cette précarité induit, elle a aussi un impact social de repli sur soi. « Nous rencontrons des étudiantes et lycéennes qui ne vont pas en cours en période de règles, faute de protection », poursuit Charlotte Caccialupi qui note un élargissement du spectre des femmes touchées.

Pour lutter contre cette précarité, la Ville met à disposition des kits gratuits avec serviettes de jour et de nuit, tampons, gel et cartes informatives au centre communal d'action sociale, dans les deux centres médico-sociaux, au Secours populaire et au Secours catholique. « Un kit permet de se protéger le temps d'un cycle menstruel. Nous en distribuons 160 et espérons pérenniser la démarche », précise Marine Bonnard, agente de développement social à la Ville. Un atelier couture est également envisagé pour apprendre à confectionner des serviettes réutilisables. « Ces actions sont d'autant plus importantes en cette période. La crise sanitaire ayant augmenté la fragilité économique des personnes souffrant de précarité menstruelle », ajoute Florence Boucard, conseillère municipale déléguée à l'égalité femme homme et aux droits des femmes.

L'affaire de tous

En novembre dernier, l'Écosse a voté une loi inédite, devenant le premier pays au monde





Grâce aux boîtes à dons, réparties dans différents lieux de la ville, chacun pourra donner ou, si besoin, se servir en produits d'hygiène intime.
PHOTO: L. S.

à rendre les protections périodiques accessibles gratuitement. D'autres villes suivent son exemple, comme Séoul, en Corée du Sud, où les protections hygiéniques sont gratuites pour les adolescentes, sans distinction de revenus, ou les états américains de l'Illinois et la Californie où les écoles ont l'obligation de distribuer gratuitement des protections. En France, le gouvernement a annoncé allouer 5 millions d'euros à cette lutte. Ainsi, au printemps 2021, 465 lycées publics

d'Île-de-France seront dotés de distributeurs de protections hygiéniques gratuites. « Ces dispositifs concrets permettent aussi de faire entrer le sujet des règles dans la sphère publique », souligne Charlotte Caccialupi, rappelant l'importance de libérer la parole sur un sujet encore tabou, enfermé dans de nombreux préjugés. ■

(1) Étude Ifop Institut d'études opinion et marketing
(2) Enquête du journal Le Monde, 2019

BOÎTES À DONS

Je donne ou je prends

D'ici le 8 mars, des boîtes à dons seront déposées dans les centres socioculturels et les associations de la Ville. Chacun pourra ainsi donner des serviettes, tampons, gels ou lingettes d'hygiène intime. La particularité de l'opération est que l'on peut également, si besoin, se servir librement dans ses boîtes. Boîtes à dons à retrouver aux centres socioculturels Jean-Prévoist, Georges-Brassens et Georges-Déziré, à l'Association du centre social de La Houssière (ACSH), à la Confédération syndicale des familles (CSF), au Football club de Saint-Étienne-du-Rouvray (FCSER), à l'Association sportive Madrillet Château blanc (ASMCB), à l'Association de prévention individualisée et collective (Aspic), à La Station, au Périph', au collège Paul-Éluard et au Foyer stéphanois.

INTERVIEW

« Il faut libérer la parole sur les règles »

Laura Pajot, responsable communication de l'association Règles Élémentaires qui lutte contre la précarité menstruelle au niveau national.

Pourquoi les règles sont-elles un sujet tabou ?

Elles sont imprégnées de fausses croyances et associées à la honte. On utilise des euphémismes pour en parler – les Anglais, les ragnagnas – et la majorité des femmes dissimulent leurs protections. Occultées par la société, elles deviennent un facteur d'exclusion pour certaines femmes.

Quels sont les principaux préjugés sur les règles ?

Ils tournent autour de l'impureté. En période menstruelle, des femmes sont encore écartées des temples, des lieux sportifs... Au Japon, elles ne peuvent pas être maîtres sushi car l'on soupçonne une altération de leur odorat. Ne dit-on pas encore, en France, qu'une femme ayant ses règles ne peut pas monter une mayonnaise ? Au Népal, la tradition du Chaupadi contraint même les femmes à quitter leur foyer pendant leur menstruation ce qui engendre des situations dramatiques. Ces préjugés génèrent au pire des interdits, au mieux un malaise.

Comment libérer cette parole ?

Depuis 2020, nous menons des ateliers dans les collèges et lycées pour faire connaître le fonctionnement biologique des femmes, ce qui est la base. Rendre les produits hygiéniques visibles dans l'espace public est aussi important, à travers des distributeurs au positionnement assumé dans les écoles, les rues... Les publicités de produits hygiéniques ont aussi un rôle à jouer. Jusqu'en mars 2018, elles montraient du sang bleu ! Tous ces leviers sont nécessaires pour réaffirmer le caractère naturel des règles qui sont la condition même de la vie !

À LIRE *Ceci est mon sang, petite histoire des règles, de celles qui les ont et de ceux qui les font*, Élise Thiébaud.

La Métropole s'oppose au financement

La majorité des élus, réunis en conseil métropolitain lundi 8 février, a voté contre la participation de la Métropole de Rouen Normandie au financement du projet d'autoroute à péage pour contourner Rouen.



◀ La Métropole ne participera pas financièrement au projet du contournement Est de Rouen. Suite à cette décision, la Région Normandie et le Département de Seine-Maritime ont indiqué qu'ils pourraient financer la part manquante.

(PHOTO : ALTIVOLUS)

LA MAJORITÉ DES ÉLUS RÉUNIS EN CONSEIL MÉTROPOLITAIN LUNDI 8 FÉVRIER A VOTÉ CONTRE la participation de la Métropole de Rouen Normandie au financement du projet d'autoroute à péage pour contourner Rouen. Après cinq heures d'échanges, les élus de la Métropole ont refusé, lundi 8 février, d'allouer les 66 millions d'euros prévus pour le contournement Est de Rouen. Estimé à près d'un milliard d'euros, ce projet en discussion depuis près de cinquante ans est à nouveau sur pause. Qualifié d'historique par les opposants au projet, ce vote répondait à une demande formulée en novembre dernier par le préfet de Normandie, qui sommait plusieurs collectivités de confirmer leur soutien

financier. En 2016, la Métropole s'était d'abord engagée à mettre la main au portefeuille pour bitumer cette liaison entre les autoroutes A28 et l'A13. C'était sans compter le changement de mandature et le revirement de certains élus, dont le président de la Métropole et actuel de maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol. « *Le monde change, changeons avec lui* », a scandé l'élue en clôture de débat.

« Un projet injuste socialement »

Les arguments écologiques et l'impact d'une telle dépense sur les finances publiques fragilisées par la crise sanitaire ont donc pesé plus lourd que les arguments d'attractivité économique portés par les élus

favorables au projet. Sur un total de 123 votants, 76 se sont prononcés contre le projet et 43 pour (quatre abstentions).

« *Je me réjouis de cette décision qui va dans le sens de ce que j'ai dénoncé et combattu : un projet injuste socialement, dangereux sanitaire et dévastateur écologiquement* », a commenté le maire, Joachim Moyse, à l'issue du vote. Pour les Stéphanois, le possible abandon du contournement Est représenterait une bonne nouvelle du point de vue de la santé : le rapport d'enquête publié en 2016 indiquait en effet que la zone du rond-point des Vaches représentait « la situation la plus critique » en termes de pollution (lire *Le Stéphanois* 279). ■

IMMEUBLE SORANO

Le chantier de déconstruction démarre

Inoccupé et condamné depuis septembre 2019, l'immeuble Sorano, au cœur du Château blanc, entame sa phase de déconstruction début mars. D'ici l'automne, la barre de 115 mètres de long aura été effacée du paysage. Un chantier d'envergure porté par l'EPFN, établissement public foncier de Normandie, propriétaire de la parcelle depuis sa scission d'avec le reste de la copropriété Robespierre. Les travaux vont se dérouler en trois phases principales. Le désamiantage tout d'abord, pendant lequel le bâtiment va être rendu complètement hermétique, par la pose de bâches blanches sur les deux façades

principales. Puis la déconstruction sélective des matériaux et enfin le grignotage du bâtiment par une pelle très grand format. Intervenant dans un environnement densément peuplé, à proximité d'établissements scolaires et d'une crèche, toutes les précautions seront prises, bien sûr pour garantir la sécurité de tous, mais aussi afin de limiter les désagréments. Toutefois, selon la nature des travaux, les riverains pourront percevoir notamment des nuisances sonores.

PLUS D'INFORMATIONS SUR saintetiennedurovray.fr, dans le prochain numéro du *Stéphanois* et lors de permanences d'informations.

De l'autre côté de l'appli

Les livreurs à domicile font désormais partie du paysage urbain. Un univers où chacun se débrouille pour en vivre. Rencontre avec l'un de ces jeunes que les coups de pédale n'effraient pas.

Les livreurs à domicile (sont) semblent être devenus incontournables en ces temps de confinement et de couvre-feu. Difficile d'avoir des chiffres localement, mais pour *Le Monde*, la firme américaine *Uber Eats* a accepté d'en livrer au niveau national : plus 100 % d'activité en France (230 agglomérations desservies) au deuxième trimestre 2020 par rapport à celui de 2019. Plus 130 % entre août 2019 et août 2020. Entre mars et juin, 5 000 nouveaux restaurants (+ 100 %) et autant de livreurs ont rejoint l'application, téléchargée 12,5 millions de fois en 2020.

L'agglomération rouennaise n'a pas échappé à la règle. Youssef*, 18 ans, s'est lancé lors du premier confinement. « En mars, j'ai eu l'intuition que les choses allaient durer, explique celui qui était à l'époque lycéen (depuis il a décroché son bac). Je me suis dit que je n'allais pas rester les bras croisés et j'ai cherché une activité qui me correspondait. »

Ce sera la livraison à domicile. « J'ai dû créer ma micro-entreprise. Ça été un peu compliqué mais deux à trois semaines plus tard, j'ai commencé chez Uber. »

Il découvre un système où chacun se débrouille comme il veut. Ou comme il peut. Gère l'aspect financier puisqu'il faut mettre de côté les cotisations Ursaaf, auxquelles s'ajoute une petite partie pour les impôts, soit près de 25 % des revenus générés. Devenu un habitué du système, il porte désormais une double casquette avec celle de Deliveroo. « C'est toléré si on ne fait pas n'importe quoi... » Ici pas vraiment de collègues, plutôt d'autres livreurs « avec qui on noue des liens. Mais si un jour, l'un est absent, on se dit que ça fera plus de courses pour soi. »

« Tout marche à la commission »

« Tout marche à la commission, avec parfois des challenges pour gonfler les revenus, les jours de pluie pour inciter les livreurs à sor-

tir ou le 1^{er} janvier par exemple. » Avec des bonus multiplicateurs aussi. À Saint-Étienne-du-Rouvray, il est de 1,2 car la ville est moins bien desservie. Un très bon mois, Youssef peut toucher près de 2 000 €, moins les charges, soit 1 500 € net. « Mais c'est 7 jours sur 7, midi et soir. Et tous les frais pour le matériel et son entretien sont à notre charge. » Lui a investi dans un vélo électrique haut de gamme. À l'occasion, il croise parfois des salariés qui viennent arrondir leur fin de mois. Quelques retraités aussi. Lui, en attendant de reprendre ses études à la rentrée, préférerait avoir un CDI. « Ça ferait moins de pression et je pense qu'on pourrait mieux faire notre travail. » La marque Just Eat assure vouloir embaucher, mais pour l'heure le statut de micro-entrepreneur reste la règle. Avec une perte de revenus immédiate en cas de maladie ou de blessure. ■

* Le prénom a été changé.



◀ Un très bon mois, un livreur peut toucher 1 500 € net mais il travaille sept jours sur sept, midi et soir, et sans filet de sécurité en cas d'accident ou de maladie.

PHOTO : J.-P. S.

ACCÈS AUX DROITS

En ligne, près de chez soi

Dans le cadre de son plan local d'urgence sociale (Plus), mis en place en soutien aux habitant·e·s frappés par les conséquences de la crise sanitaire, la Ville favorise l'accès aux droits, y compris via le numérique. Détails des sites mettant à disposition un ordinateur, avec ou sans accompagnement.

PLATEAU DU MADRILLET

- **La Mief (Maison de l'information sur l'emploi et la formation)**, accès aux ordinateurs sur rendez-vous. Accompagnement aux démarches sur rendez-vous le lundi après-midi.

- 3 rue du Jura. Tél. 02.32.95.83.30.

- **Le Périph'**, accès libre. Accompagnement aux démarches possible.

- Avenue de Felling, espace commercial du Rouvray.

- Tél. 02.32.95.17.45.

- **La bibliothèque Elsa-Triolet**, accès libre. Ateliers individualisés le mercredi matin à 10 et 11 h, sur rendez-vous.

- Place Jean-Prévost. Tél. 02.32.95.83.68.

- **Le centre socioculturel Jean-Prévost**, accès libre.

- Accompagnement aux démarches possible sur rendez-vous.

- Place Jean-Prévost. Tél. 02.32.95.83.66.

- **La Maison du citoyen**, permanences assurées par Média et formation le mardi de 14 h à 16 h 30.

- Place Jean-Prévost. Contact : Olivier Savreux, olivier.savreux@media-formation.fr ou 02.35.71.02.25 (lire aussi p. 16).

CENTRE ANCIEN

- **La Station**, accès libre.

- 11 avenue Olivier-Goubert. Tél. 02.32.91.51.10.

- **La bibliothèque de l'espace Georges-Déziré**, accès libre.

- 271 rue de Paris. Tél. 02.35.02.76.85.

- **Le centre socioculturel Georges-Déziré**, accès libre.

- Accompagnement aux démarches possible sur rendez-vous.

- 271 rue de Paris. Tél. 02.35.02.76.90.

HARTMANN/LA HOUSSIÈRE

- **La bibliothèque Louis-Aragon**, accès libre. Ateliers individualisés le lundi après-midi à 14 h et 15 h, sur rendez-vous à prendre auprès de l'ACSH au 02.32.91.02.33.

- Rue du Vexin. Tél. 02.35.66.04.04.

- **L'Association du centre social de La Houssière (ACSH)**, accès libre. Accompagnement possible sur rendez-vous. Permanences assurées par Média et formation le vendredi de 9 h à 11 h 30.

- Olivier Savreux, olivier.savreux@media-formation.fr ou 02.35.71.02.25 (lire aussi p. 16).

- 17 bis avenue Ambroise-Croizat. Tél. 02.32.91.02.33.

GRIMAU/LES CATELIERS

- **Le centre socioculturel Georges-Brassens**, accès libre.

- Accompagnement aux démarches possible sur rendez-vous.

- 2 rue Georges-Brassens. Tél. 02.32.95.17.33.

* À noter que, dès que la situation sanitaire le permettra, les permanences d'aide aux démarches administratives seront rouvertes à la résidence pour personnes âgées Ambroise-Croizat et au foyer Geneviève-Bourdon.



PHOTO: J.L.

SERVICE PUBLIC

Numérique... et physique

Le mouvement était en marche de longue date, mais la crise liée au Covid-19 et ses contraintes de distanciation sociale, a accéléré encore la tendance de nombre d'administrations à renvoyer les usagers vers des sites internet, allant parfois jusqu'à supprimer toute possibilité de se rendre à un guichet physique.

Si les démarches en ligne peuvent faciliter la vie, dans certains cas, encore faut-il disposer du matériel nécessaire, de la connexion au réseau internet et des connaissances pour naviguer dans cet environnement.

Pour sa part, la Ville s'est engagée à ce que le développement de ses services en ligne vienne systématiquement en complément des accueils municipaux et jamais en remplacement.



◀ Bassit Daouda, étudiant béninois et kapseur, avec son colocataire Sardar, étudiant azerbaïdjanais, dans leur appartement au Château blanc.
PHOTO: J.-P.S.

ÉTUDIANTS

Colocations solidaires

Sur le plateau du Madrillet, des étudiants vivent en colocation solidaire, s'engageant quatre heures par semaine dans un projet d'entraide locale.

Cela fait deux ans que Bassit Daouda est devenu kapseur, c'est-à-dire « koloc à projets solidaires ». Étudiant en licence de mécanique à l'université de Rouen, il partage son appartement du Château blanc avec un autre étudiant et prend part, bénévolement, à la vie du quartier.

Le projet porté par l'Afev, Association de la fondation étudiante pour la ville, et soutenu par le Foyer stéphanois, l'a tout de suite convaincu. « J'aime échanger, aider et faire en sorte que notre quotidien soit plus agréable », sourit-il. Ainsi, chaque semaine, il consacre deux heures aux habitants de son immeuble, organisant des temps de rencontre, les invitant à découvrir le jardin partagé de Wallon ou à échanger leurs recettes, et donner deux heures de soutien à un jeune collégien en difficulté scolaire. « Avec les conditions sanitaires, nous échangeons par

appel vidéo. L'an dernier, j'ai accompagné une lycéenne et je prenais le temps de faire des jeux de société avec elle ou de lui proposer des sorties culturelles », explique Bassit Daouda, persuadé que l'enrichissement bénéficie autant à l'enfant qu'à sa famille et à lui-même.

S'engager pour les autres

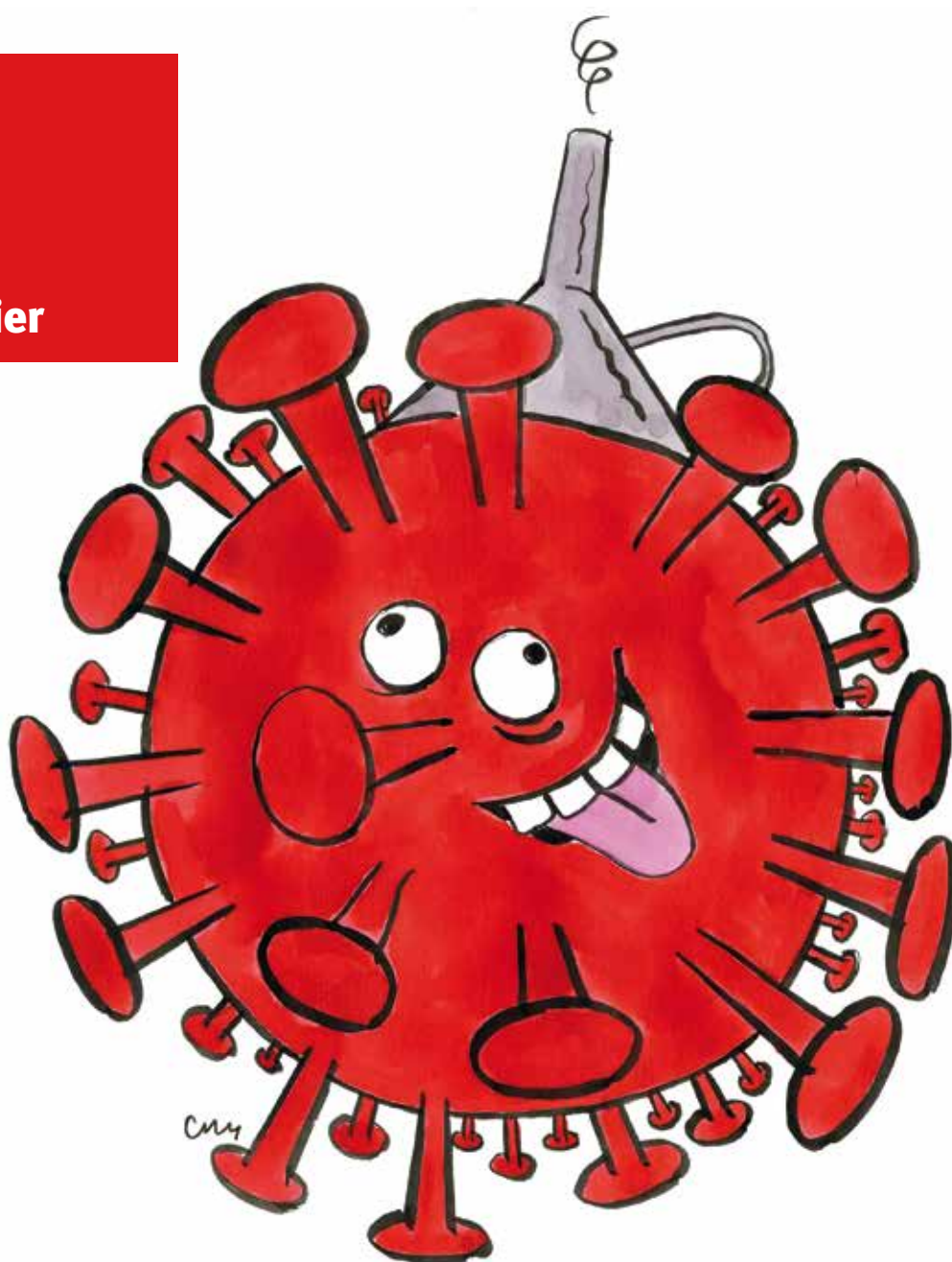
Mis en place à Saint-Étienne-du-Rouvray depuis deux ans, le dispositif est un atout social. « Il met en mouvement la vie du quartier et dynamise les liens entre les habitants », souligne Pierre Fleury, agent de développement social de la Ville, chargé de faire visiter le quartier aux étudiants arrivant et de les mettre en lien avec les différents acteurs du secteur.

Une dizaine d'étudiants sont ainsi répartis en quatre colocations solidaires et accompagnés par l'Afev dans leurs activités. « Nous

les sélectionnons et leur proposons des formations », précise Pierre Roudaut, chargé de développement local Kaps. À l'échelle nationale, ce sont ainsi près de 600 colocataires solidaires qui sont accompagnés. « Notre association mise sur l'esprit citoyen et l'importance de l'éducation populaire, poursuit-il. Chaque étudiant bénévole s'engage à tenir un contrat moral pendant un an. » Du haut de ses 26 ans, Bassit Daouda fourmille d'idées. « Nous avons la chance d'être dans une ville multiculturelle. Plus nous échangerons et plus nous élargirons nos vies ! », souligne-t-il invitant d'autres étudiants à rejoindre le mouvement, cinq places sont encore disponibles dans ces colocations d'un nouveau genre. ■

EN SAVOIR PLUS

<https://rejoins.afev.org/kaps/rouen/>
<https://www.facebook.com/KAPSRouen>



Les coulisses de l'info

La lenteur de la campagne de vaccination et l'apparition de nouveaux variants de la Covid-19 poussent à la résignation : après une année à subir les mesures sanitaires, il va falloir vivre « avec » le virus plusieurs mois encore. Une idée qui pèse lourd sur le moral, déjà très abîmé...

« Il faut préserver le maximum de liens sociaux »

Psychiatre et responsable de service au centre hospitalier du Rouvray (CHR), le docteur Gaël Fouldrin dispose d'une vue d'ensemble en tant que président de la commission médicale d'établissement. Il dresse un état des lieux de la situation mentale de la population, au vu des consultations données au CHR depuis presque un an de pandémie.

SOMMES-NOUS TOUS CONCERNÉS PAR LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE SUR LA SANTÉ MENTALE ?

On sent très clairement un impact psychiatrique sur l'ensemble de la population, mais les jeunes de la tranche 16-25 ans sont particulièrement touchés. Au centre

hospitalier du Rouvray (CHR) comme à la Maison de l'adolescent de Rouen, les demandes de consultations et le nombre de prises en charge pour cette tranche d'âge a augmenté de façon considérable. Par rapport à l'an passé, on constate trois fois plus d'admissions pour tentatives de suicide. Ce n'est pas la seule population en très grande

souffrance, mais c'est celle qui a le plus subi, le plus tôt.

À QUOI CETTE DIFFÉRENCE EST-ELLE DUE ?

Le fait d'être confiné, souvent dans des chambres peu spacieuses, et de suivre des cours à distance pendant près d'un an sans

aucun moment de décompression : cela suffit à engendrer un trop-plein de souffrances. C'est avant tout le manque de rencontres, de fêtes ou le simple fait de ne pas pouvoir rentrer dans sa famille pendant plusieurs mois qui conduit à ces réactions. Par rapport aux autres tranches de la population, ces jeunes sont ceux qui ont le moins de solutions de repli social pour compenser les conséquences de la crise.

DES ACTIONS SONT-ELLES MENÉES POUR LES SOUTENIR ?

Nous avons renforcé la présence des professionnels de santé à la Maison de l'adolescent et au sein des universités, grâce à un peu de budget supplémentaire. On ne peut malheureusement pas cloner les psychologues ni les infirmiers à l'infini, mais il faut se réjouir d'avoir pu mettre cela en place. Nous allons aussi essayer de monter des groupes de parole pour favoriser les échanges entre les étudiants qui souffrent des mêmes maux, pour qu'ils puissent verbaliser leurs souffrances et se sentir moins isolés.

AURAIT-ON PU S'ATTENDRE À CES EFFETS AU DÉBUT DE LA PANDÉMIE ?

Personne n'avait été confronté, en Europe, à une pandémie de cette ampleur. L'épidé-

mie de grippe des années 1930 ou la peste ancienne ne sont plus dans l'inconscient collectif. On s'est retrouvé face une maladie nouvelle, on a été très démunis, avec très peu de matériel de protection. On se doutait bien qu'il y aurait des répercussions sur la santé mentale, mais c'était difficile de savoir quelles tranches de la population seraient les plus vulnérables.

QU'EN EST-IL DES PERSONNES ÂGÉES QUI SONT LES PLUS FRAGILES FACE AU VIRUS ?

Les retraités ou les résidents des Éhpad vivent déjà très confinés au quotidien. Même si l'isolement accru peut générer du stress, c'est une population qui semble mieux résister sur le plan mental. Il ne faut pas minimiser pour autant : lorsqu'une grande partie des co-résidents d'un Éhpad décède, ça crée de l'anxiété. Les personnes âgées qui se sont laissées aller, qui ont arrêté de s'alimenter suite à ces événements, sont indirectement victimes de la pandémie.

À QUOI S'ATTENDRE DANS LES MOIS À VENIR ?

On craint des répercussions sur toute une autre partie de la population que l'on ne voit pas encore en consultation. On pense

en premier lieu aux actifs qui vont affronter les conséquences économiques de la crise : les professionnels de la restauration, de la culture et toutes celles qui vont souffrir d'endettement. On constate aussi une baisse d'activité dans nos services depuis le premier confinement. Beaucoup de personnes refusent de se faire soigner par peur de croiser la maladie, c'est une très mauvaise nouvelle, ça va se payer après.

COMMENT PRÉSERVER NOTRE SANTÉ MENTALE ?

Si vous commencez à être triste sans raison ou à pleurer facilement, si vous n'avez plus d'énergie pour faire vos activités habituelles, si la vie vous paraît sans saveur, cela doit vous alerter. Dans ces cas-là, il convient de consulter votre médecin traitant. Ce dernier est compétent pour savoir s'il s'agit déjà d'une dépression ou si cela relève de la tristesse, qui est un syndrome adaptatif normal et qui doit être surveillé. Dans le cas de pensées suicidaires, il ne faut pas hésiter à se présenter directement aux urgences. L'accueil du centre hospitalier du Rouvray permet d'obtenir une consultation avec un professionnel. Il ne faut pas avoir peur : ce n'est pas parce que vous allez à l'hôpital que l'on va vous garder, et l'immense majorité des personnes traversées par des idées de suicide ne passent pas à l'acte. Ce qui compte, c'est d'obtenir un regard extérieur sur votre situation.

QUELLES AUTRES SOLUTIONS CHERCHER DANS SA VIE QUOTIDIENNE ?

Il faut préserver le maximum de liens sociaux. Pour les plus jeunes, le maintien de la scolarité est primordial parce que c'est là que se construit leur vie sociale, ça fait partie des choses qu'il faut essayer de préserver jusqu'au bout. Maintenir la vie associative, l'entraide et la solidarité permet aussi de se prémunir. J'ai pu expérimenter l'exemple des cours de piano à distance, ce n'est certes pas comme un vrai cours mais ça marche. Cela permet de parler d'autre chose, c'est un bon début. ■

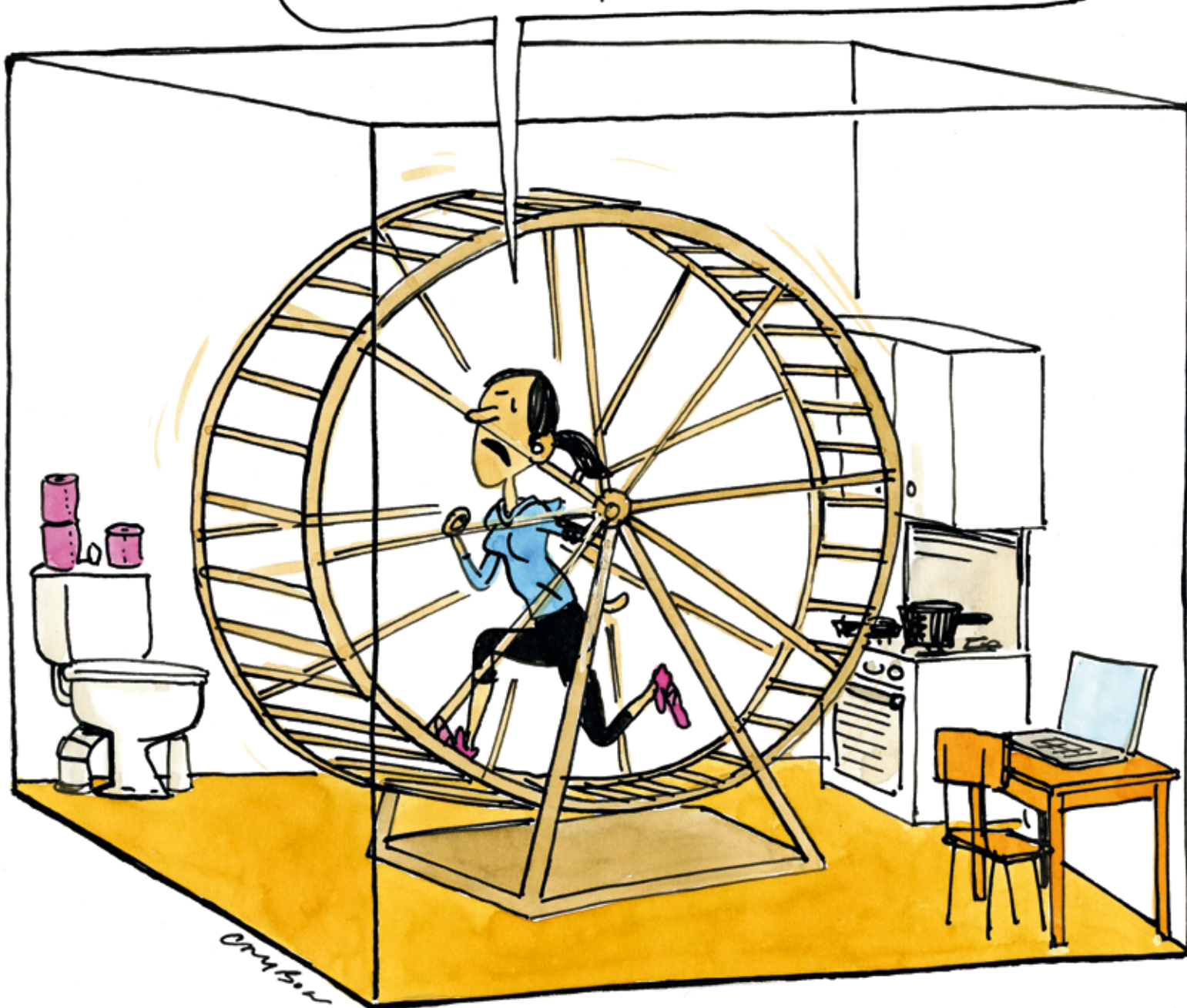
ÉHPAD

Un accompagnement efficace

Alors que la campagne de vaccination bat son plein dans les deux Éhpad de la ville, la directrice de la résidence Michel-Grandpierre se veut rassurante sur la santé mentale des personnes âgées vivant dans ce type d'établissement. « Les résidents des Éhpad ont dû affronter l'isolement et la rupture du lien avec leur famille. Ils sont tristes, certes, mais ne sombrent généralement pas dans la dépression. L'accompagnement du personnel des Éhpad permet d'éviter les syndromes de glissement dépressifs. » Et la directrice d'alerter sur la situation des aidants. « Les proches qui s'occupent d'un membre de leur famille sont souvent seuls face à des malades ayant de gros troubles. » Pour aider les aidants de malades atteints d'Alzheimer, Parkinson ou sclérose en plaques, l'Éhpad Michel-Grandpierre gère une plateforme de répit qui permet l'accueil temporaire des malades.

EN SAVOIR PLUS : Plateforme de répit La Bulle : 02.32.19.00.10.

HEUREUSEMENT, IL RESTE LE JOGGING



Face au virus tenace, la déprime s'exprime

De nombreux sondages évaluent les conséquences de la crise sanitaire sur le moral des Français. Et ils arrivent tous à la même conclusion : presque un an après le début de la pandémie de Covid-19, la déprime est générale.

Depuis début janvier, les sondages mesurant l'impact de la crise sanitaire sur la santé mentale des Français pleuvent dans les médias. Retraités, artistes, sportifs, patrons, employés, chômeurs de longue ou courte durée, étudiants, parents, en télétravail ou non, petits enfants, grands enfants... rares sont ceux qui ne se disent pas essorés par les mesures sanitaires et leurs conséquences économiques, sociales et psychiques. D'après une enquête Ipsos publiée le 28 janvier et réalisée pour la Fondation FondaMental, les 18-25 ans sont les plus inquiets. Ils estiment à 61 % que la crise sanitaire « aura des conséquences négatives sur leur santé mentale » à long terme. Près d'un tiers (29 %) a évoqué des pensées suicidaires.

Qui aurait su prédire une situation aussi glaçante il y a un an ? Les professionnels de santé eux-mêmes ont botté en touche (lire interview p. 10). D'après le 34^e baromètre médias « La Croix- Kantar » (sondage publié chaque début d'année pour évaluer le rapport des Français aux médias) 54 % des sondés se sont déclarés mal informés sur les conséquences psychologiques de la pandémie et du confinement. Pour ne rien arranger, une majorité (jusqu'à 78 % chez les lecteurs de presse écrite) considère même que les journalistes ont « dramatisé » les événements.

Moral : 2 sur 5

Parmi les causes de cette grande dépression qui s'est installée au fil des mois, l'allongement incessant de cette « guerre » menée contre le virus. Annoncé le 16 mars 2020, le confinement qui ne devait durer que deux semaines s'est transformé dix mois plus tard en un couvre-feu généralisé à l'ensemble du territoire, sans date limite... Et la campagne de vaccination ne cesse, elle aussi, de s'allonger. Du fait du manque

de doses, la « phase 2 » qui concerne les personnes âgées de 65 à 74 ans a été repoussée de mars 2021 à « la fin du printemps ». Sans oublier la très forte augmentation des cas positifs aux variants de la Covid-19, plus contagieux, qui suppose (d'après les scientifiques les plus pessimistes) de devoir adapter de nouveaux vaccins. La sortie de crise s'éloigne jour après jour, le « monde d'avec » le virus a remplacé la belle idée du « monde d'après » évoquée sur tous les plateaux en mars dernier.

Directeur restauration et hébergement du Crous Normandie en charge du Technopôle du Madrillet, Yannig Baynaud est au contact des jeunes étudiants qui subissent de plein fouet les conséquences psychologiques de la crise sanitaire. « Nous faisons du porte à porte régulièrement dans les 240 logements étudiants situés sur le Madrillet. On a distribué des chocolats pendant la période de Noël ainsi qu'un questionnaire d'auto-évaluation pour le moral. » Seulement 30 % des résidents ont répondu. Parmi eux, 30 % ont qualifié leur état mental de « moyen » (en donnant une note de 3 sur 5) et 17 % ont déclaré ne pas avoir le moral du tout (à partir de 2 sur 5). « Un seul étudiant a reporté une note de 1 sur 5, nous l'avons immédiatement recontacté, il souffrait de gros problèmes financiers, le service social du Crous a pu l'accompagner. »

Depuis le 25 janvier, les étudiant·e·s stéphanois·es peuvent réserver des repas à un euro au restaurant universitaire, y compris pour le soir et le week-end. « Habituellement, on distribue entre 1 000 et 1 200 repas par jour, depuis le confinement on était descendu 200, on est remonté à 600 », poursuit Yannig Baynaud. « C'est mieux que si c'était pire », ironise Lucien. Venu chercher son panier-repas, l'étudiant à l'Insa s'avoue résigné mais mesure aussi sa chance. « Au moins j'ai un colocataire avec qui manger. » ■

BON À SAVOIR Quelques conseils

Psychologue diplômé et spécialiste des risques psychosociaux, Frédéric Tran reçoit gratuitement les Stéphanois·es qui le souhaitent en consultation. Il donne quelques conseils pour préserver sa santé mentale.

Éteindre sa télévision

« Trop de personnes restent devant les chaînes d'information en continu toute la journée. Une fois le matin, une fois le soir, c'est suffisant », assure le spécialiste. « Il faut éteindre sa télévision sans quoi on finit par passer huit heures à n'entendre que des informations sur le virus, avec des témoignages rarement heureux. C'est anxiogène, et ça pousse à voir le monde d'une seule façon alors qu'il y a bien d'autres choses auxquelles s'intéresser. »

Parler à quelqu'un

Même si l'on n'a rien à dire, il faut se pousser à appeler ou à retrouver des gens. Même masqués, on peut échanger, ça permet de parler de ses difficultés et de savoir que l'on n'est pas seul.

Remplir son agenda

« Comme personne ne sait quand la crise va se terminer, chacun éprouve des difficultés à se projeter. On ne peut pas tout reporter à demain et attendre que la crise passe. » Prendre rendez-vous pour la permanence psychologique est un bon début. « Un rendez-vous à 9 h 30 vous poussera, par exemple, à petit-déjeuner, à vous préparer en prenant soin de vous, à calculer le temps de trajet jusqu'à la Maison du citoyen, c'est un bon début contre le laisser-aller. »

PERMANENCES PSYCHOLOGIQUES

Gratuites et uniquement sur rendez-vous, le jeudi matin jusqu'à la fin mars à la Maison du citoyen. Contacter Frédéric Tran au 07.67.70.81.92 ou par courriel à l'adresse frederictran@free.fr.

Communistes et citoyens

La Covid 19 est toujours là et fait encore trop de victimes. Aucun traitement efficace contre le virus n'est à ce jour disponible. Seule la vaccination arriverait à bout de cette pandémie qui a bouleversé nos vies.

L'espoir revient avec l'arrivée des vaccins et nous ne pouvons pas accepter que la campagne nationale de vaccination connaisse un démarrage si lent et une distribution au compte-gouttes. Au-delà de la gestion gouvernementale, la capacité de production des vaccins par les laboratoires pharmaceutiques pose aussi problème. Limitée par les contrats opaques signés par les États, dont la France fait partie, elle dépend plus de la propriété des brevets et des profits que de notre santé alors que la recherche sur les vaccins a été en grande partie financée par des fonds publics ! Nous demandons la gratuité, la transparence et la levée des droits sur les brevets afin de stopper au plus vite cette pandémie et de retrouver la joie de vivre ensemble.

TRIBUNE DE Joachim Moyse, Anne-Émilie Ravache, Pascal Le Cousin, Édouard Bénard, Murielle Renaux, Nicole Auvray, Didier Quint, Florence Boucard, Francis Schilliger, Marie-Pierre Rodriguez, Najia Atif, Hubert Wulfranc, Jocelyn Chéron, Carolanne Langlois, Mathieu Vilela, Agnès Bonvalet, Christine Leroy, José Gonçalves, Romain Legrand, Aube Grandfond Cassius.

Rouvray debout

DÉMATÉRIALISATION, c'était le credo des gouvernements Sarkozy, Hollande, Macron justifiant ainsi les économies de personnel dans toutes les fonctions publiques. Pourtant si la pandémie nous apprend quelque chose, c'est bien que le numérique n'est qu'un outil. Les étudiant-es pourtant biberonné-e-s à l'internet ne souffrent-ils-elles pas de l'absence d'humains à leurs côtés ? Les chômeurs, les précaires, les familles en difficulté peuvent-ils s'en sortir uniquement avec internet pour se guider dans l'univers du travail ou obtenir une aide sociale, et à condition d'entrer dans les bonnes cases ? Nos anciens sont-ils tous équipés en smartphone ou ordinateur pour obtenir le vaccin salvateur ?

Que faire de cette société-là qui fait disparaître l'humain et les relations sociales avec les conséquences sanitaires et morales que cela engendre ? La changer, et vite !

Et dans notre ville, continuer à faciliter l'accès au numérique sans rien renier de l'humain d'abord.

TRIBUNE DE Johan Queruel, Lise Lambert.

Élu·e·s socialistes écologistes pour le rassemblement

La Métropole Rouen Normandie a décidé de ne pas apporter son soutien financier au projet autoroutier à péage dit de contournement Est. Nous nous étions opposés à ce projet avec l'ensemble du conseil municipal lors du précédent mandat puisque le tracé prévoit une deux fois deux voies traversant la ville avec de graves conséquences pour la santé des riverains et leur bien-être. À une échelle plus large, refuser de soutenir ce projet, c'est renoncer à détruire la biodiversité, refuser l'objectif affiché de déporter des flux routiers vers d'autres populations (à considérer que cet axe soit largement emprunté, ce dont nous doutons puisqu'un péage d'environ 5 euros est prévu). Cela signifie aussi qu'il faut travailler pour développer d'autres modes de transports. Espérons que de nouvelles majorités, comme à la Métropole, gagneront les élections régionales et départementales pour porter des projets ambitieux pour une mobilité durable.

TRIBUNE DE Léa Pawelski, Catherine Olivier, Gabriel Moba M'Builu, Alia Cheikh, Ahmed Akkari, Dominique Grevrand.

Citoyens indépendants, républicains et écologistes

Janvier 2019 : Mme Buzin inaugurerait le paradigme de l'incohérence ministérielle, de l'échec gouvernemental et de la désinformation contradictoire en termes de gestion de crise du Covid 19 par le gouvernement Macron en déclarant : « Les risques de propagation du virus dans la population sont très faibles. »

Aujourd'hui, les commerçants sont dans une situation compliquée même s'ils ont maintenu un semblant d'activité. Le monde de la culture et des loisirs a été abandonné tout comme les milliers de personnes qu'il nourrit. Les remontées mécaniques sont fermées alors que l'affluence des transports en commun ou des rayons fruits et légumes des supermarchés n'est pas régulée.

Le personnel soignant est épuisé, au bord de la rupture pendant que l'État continue la suppression inexorable de postes et de lits d'hospitalisation. Notre système de santé est l'une des fiertés de la France. Mais pour combien de temps encore ?

Nous contacter: citoyens.inde.ser@gmail.com

TRIBUNE DE Brahim Charafi, Sarah Tessier.

Europe Écologie Les Verts

Après avoir sauvé les 60 ha de la forêt du Rouvray, les écologistes et la Métropole seraient-ils en train de sauver les 500 ha de forêt, de champs agricoles, de biodiversité, menacés par le projet de contournement de Rouen avec péage ? La solution n'est pas dans une nouvelle voirie sans se préoccuper encore une fois de l'environnement ! À l'heure où la biodiversité s'effondre et où tous les scientifiques nous disent que l'on est proche du point de non-retour pour le dérèglement climatique, ces décisions publiques que réclament les écologistes depuis si longtemps vont dans le bon sens. Pour notre ville, le contournement ce serait 15 % de pollution en plus au rond-point des Vaches ! La droite, au Département et à la Région, veut poursuivre ce projet. Nous sommes déterminés à nous battre pour des solutions alternatives et durables. L'heure est maintenant à l'écologie solidaire.

TRIBUNE DE David Fontaine, Grégory Leconte, Laëtitia Le Behec, Juliette Biville.

Nouveau Parti anticapitaliste

Face à la Covid 19, l'urgence est à la prévention, construite avec la population, au renforcement du système de santé (lits, personnels), et pas à la peur du gendarme, inefficace. La vaccination est un moyen central pour enrayer la pandémie. Pourtant cette campagne piétine, le gouvernement et les pouvoirs publics ne sont pas en capacité de faire face aux besoins, par manque d'anticipation, mais aussi parce que les laboratoires pharmaceutiques se réservent la possibilité de faire de gigantesques profits grâce aux brevets sur les vaccins autorisés. Cette logique prive les plus démunis et les pays les plus pauvres de vaccins, au risque de l'émergence de variants encore plus agressifs. Agissons ensemble pour imposer la suspension de l'application des brevets sur les vaccins et les traitements médicaux ainsi que la réquisition publique des entreprises pharmaceutiques, pour pouvoir fournir en quantité suffisante et gratuitement les peuples du monde entier et éviter les pénuries.

TRIBUNE DE Noura Hamiche.

CHAD

Entrez dans la danse !

Les jeunes Stéphanois-es qui aiment danser peuvent intégrer une classe à horaires aménagés danse (Chad). Une chance à saisir dès le CE2 et jusqu'en 3^e.



◀ Le dossier d'inscription en Chad – Classes à horaires aménagés danse –, du CE2 à la 3^e, est à transmettre avant le 26 mars.
PHOTO : L. S.

ALLER À L'ÉCOLE POUR APPRENDRE À DANSER ? C'est possible grâce aux classes à horaires aménagés danse (Chad) proposées par la Ville aux élèves stéphanois-es inscrit-e-s du CE2 à la troisième. En Chad, les heures de sport de l'emploi du temps normal sont remplacées par des heures de danse (3 h 30 par semaine en élémentaire et 4 h 30 pour les collégiens). La pratique de l'art de se mouvoir permet alors d'aborder différemment d'autres disciplines comme les mathématiques, la physique ou la science et vie de la Terre lorsqu'il est question de rythmes, d'équilibre ou d'anatomie.

Bonne nouvelle pour les débutants : « *Il n'y a aucun niveau technique requis*, promet la directrice du conservatoire de musique et de danse, Lucie Brière. *Ce qui compte, c'est la motivation de l'élève à vouloir danser.* » Le dossier d'inscription pour l'année scolaire 2021/2022 est à transmettre avant le 26 mars, une audition des candidats aura lieu le 15 avril. « *L'audition est un moment où l'élève peut laisser s'exprimer sa motivation, son*

appétence pour la danse, et sa créativité, détaille la directrice. On organise également un entretien individuel pour échanger sur les attentes de l'élève, car c'est aussi sa décision. »

Utile à la scolarité

Espace de création mais aussi de rigueur, la Chad devient pour l'élève une source d'épanouissement personnel. « *La pratique régulière de la danse permet de se voir progresser et d'acquérir un certain goût pour l'effort, des qualités qui font écho à ce que l'on attend de l'élève dans sa scolarité* », relève Lucie Brière. Les cours de danse sont également régulièrement agrémentés de rencontre avec des artistes professionnels, de quoi, peut-être, déclencher des vocations sur le long terme. ■

PRATIQUE Dossier à récupérer auprès du conservatoire ou à télécharger sur saintetiennedurouvray.fr (Rechercher « Chad ») et à transmettre le 26 mars au plus tard. Renseignements auprès de la direction de l'école de l'enfant et/ou auprès du conservatoire de musique et de danse : 02.35.02.76.89. ou conservatoiremusedansed@ser76.com.

JOURNÉE DES DROITS DES FEMMES

Un concours d'œuvres organisé

Dans le cadre de la **Journée internationale des droits des femmes**, la Ville organise un concours d'œuvres célébrant les corps des femmes. Objectifs : aller à l'encontre des stéréotypes et inciter à lutter contre la discrimination envers les femmes, dont les corps mis en valeur sont trop systématiquement sexualisés. En ce sens, les œuvres n'ont pas vocation à être figuratives et pourront prendre la forme de peinture, d'affiche, de dessin ou de sculpture. Tou-te-s les Stéphanois-es sont invité-e-s à y participer. Les œuvres devront être déposées avant vendredi 5 mars, et accompagnées d'un commentaire les présentant, dans les lieux suivants : centres socioculturels Georges-Brassens, Jean-Prévost et Georges-Déziré, à l'Association du centre social de La Houssière ou par mail à l'adresse suivante : mbonnard@ser76.com. Un jury sélectionnera dix œuvres qui seront ensuite exposées dans les structures municipales et présentées sur saintetiennedurouvray.fr.

SENIORS

Permanences seniors

- Le service d'aide à domicile l'Amapa devient Avec : permanences au guichet unique seniors le mardi de 13 h à 17 h et le vendredi de 8 h 30 à 12 h et à la maison du citoyen le lundi et le vendredi de 13 h 30 à 17 h 15. Tél. 02.35.71.67.03 ou saad.rouen@avec.fr
- Service d'aide à domicile FILSEINE Ssiad du Rouvray : permanences au guichet unique seniors les lundi et jeudi de 13 h à 16 h et à la maison du citoyen le mercredi de 8 h 30 à 12 h 30.

Inscriptions scolaires



PHOTO: L.S.

Les inscriptions scolaires se déroulent jusqu'au mercredi 31 mars. Elles concernent en maternelle les enfants ayant 3 ans au plus tard le 31 décembre 2021 (pour les enfants ayant 2 ans au plus tard le 31 décembre 2021, il existe une classe de toute petite section dans les écoles Macé, Wallon et Robespierre) et en élémentaire les enfants ayant récemment déménagé. Les enfants actuellement en grande section seront automatiquement inscrits en CP. L'inscription administrative se fait en mairie, à la maison du citoyen ou sur saintetiennedurouvray.fr, rubrique « Mes démarches ». Attention, l'inscription en ligne nécessite de disposer d'un numéro de famille Unicité. Il faudra ensuite prendre rendez-vous avec la direction de l'école.

ENVIRONNEMENT

DÉCHETS VERTS

La collecte des déchets verts reprend de manière hebdomadaire vendredi 19 mars.

POPULATION

REPORT DU RECENSEMENT

L'enquête de recensement 2021 est reportée à 2022, en raison de la crise sanitaire.

SERVICES

Sophrologue.

Vanina Sanse, sophrologue, vient de s'installer à Saint-Étienne-du-Rouvray. Tél. 06.87.53.89.72. vaninasanse-sophrologue.fr

LE RIVE GAUCHE

Plusieurs spectacles programmés ces derniers mois ont pu être reportés.

- Trans Kabar, reporté mardi 18 mai à 20 h 30
 - *Jean solo pour un monument aux morts*, en cours de report
 - *Au milieu d'un lac de perles*, annulé ou reporté
 - *Jusque dans vos bras*, reporté à une date ultérieure
 - *Vilain !*, reporté vendredi 4 juin à 19 h 30
 - Ayo, reporté vendredi 19 novembre à 20 h 30
 - *Féminines*, reporté vendredi 19 mars à 20 h 30
 - *Les Ritals*, reporté dimanche 4 juillet à 16 h
 - Pomme, reporté dimanche 11 avril à 18 h
 - *Le Jour se rêve*, reporté samedi 29 mai à 20 h 30
 - *Distances*, annulé
 - *Work in progress*, annulé en raison de la blessure d'un des artistes
 - *Mu* de Marion Muzac, reporté mardi 20 avril à 12 h
 - *Mon toit du monde*, annulé
 - *Re:incarnation*, reporté vendredi 2 juillet à 20 h 30
 - *The Great He-Goat*, reporté vendredi 9 avril à 20 h 30
 - *Vice Versa*, annulé
 - *Une maison*, annulé
 - *Tendres fragments de Cornelia Sno*, annulé
 - *Mu* de David Drouard, reporté vendredi 23 avril à 20 h 30
 - *Place*, reporté mardi 1^{er} juin à 20 h 30
 - *À vue*, reporté dimanche 28 novembre à 16 h
 - *Encore plus, partout*, tout le temps, reporté mercredi 30 juin à 20 h 30
 - *Machine de cirque*, annulé avec report en cours
 - *Coup de chant revient !*, reporté à la fin de la saison prochaine 21/22, les choristes ne pouvant répéter dans de bonnes conditions.
- Les billets seront valables pour toutes les dates de report, que ce soit pour la saison présente 20/21, ou pour la suivante 21/22. Toutefois les personnes souhaitant se faire rembourser peuvent retourner leurs billets originaux accompagnés d'un RIB à la billetterie du Rive Gauche.
- **INFORMATION COMPLÉMENTAIRE** au 02.32.91.94.90 ou en billetterie du mardi au vendredi de 13 h à 17 h 30 au 02.32.91.94.94, et par mail infosarivegauche@ser76.com

BON À SAVOIR

Permanences numériques

Un intervenant de Média-Formation propose des permanences numériques.

Elles ont pour objectif d'accompagner les usagers sur la prise en main de l'administration en ligne, de lutter contre les non-recours aux droits et, plus généralement, de lutter contre l'illectronisme. Ces permanences se tiennent le mardi de 14 h à 16 h 30 à la Maison du citoyen et le vendredi matin de 9 h à 11 h 30 à l'Association du centre social de La Houssière. L'accès à ces permanences est gratuit et sans rendez-vous. Six personnes peuvent être reçues et accompagnées simultanément.

RENSEIGNEMENTS Au 02.35.71.02.25 ou par mail olivier.savreux@media-formation.fr

État civil

NAISSANCES

Meryem Aouichi, Bayane Arbib, Tom Govain Hugnet, Timéo Govain Hugnet, Meryem Khattab, Ayoub Nasiri.

DÉCÈS

Raymond Cariou, Paulette Froment, Lucie Capon, Madeleine Barbay, Jacqueline Tellier, Sandra Vivier divorcée Amhis, Nathalie Briffault, Thérèse Lacaille, Madeleine Lacour, Lionel Gardien, Irène Le Bervet divorcée Fekkar, Giuseppe Fiandaca, Claudine Wulfranc, Stanley Barry, Florimonde Ducourt divorcée Duparc, Josette Joubier, Marie-Odile Lebourgeois, Thérèse Matuszak, Yvette Josso, Christian Dufresne, René Marinello, Micheline Leroy, Alain Lagy, Didier Ragot, José Ramos Henriques, Benyoucef Youcef Fellouh, Ghislain Duboëlle, Domingos Gomes Fontoura, Monique Curen, Ahmed Bokich.

Agenda

Programme susceptible de modifications en fonction des contraintes liées à la crise sanitaire.

ANIMATIONS

DU 2 AU 23 MARS

Exposition « Lutter contre les préjugés »

Une exposition qui parle de l'égalité femmes/hommes.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02.32.95.17.33.

MERCREDI 3 MARS

Atelier bricolage

Fabrication de bougies, lampions et photophores.

► De 14 h à 18 h, centre socioculturel Georges-Brassens. Gratuit. Renseignements et inscriptions obligatoires au 02.32.95.17.33.

JEUDI 11 MARS

Atelier urbain citoyen

Création d'une exposition autour des témoignages, photographies, journaux... sur le quartier du Madrillet.

► De 9 h à 11 h, maison du projet, place Jean-Prévost. Inscriptions au 06.70.07.85.70.

Rendez-vous du jeudi

Dans le cadre des « Rendez-vous du jeudi », « Atelier fabrication de serviettes hygiéniques lavables » avec l'intervention de Najia.

► De 14 h à 16 h, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Atelier pour adultes. Gratuit. Renseignements et inscriptions obligatoires au 06.79.08.56.23.

JEUDIS 11, 18 ET 25 MARS

Atelier bois

Fabrication d'un brasero le 11.

Fabrication de chopes en bois le 18.

Fabrication d'une table d'extérieur le 25.

► De 13 h 30 à 16 h 30, centre socioculturel Georges-Brassens. Gratuit. Renseignements et inscriptions obligatoires au 02.32.95.17.33.

SAMEDI 13 MARS

Sortie pêche

Sortie pêche en pisciculture à Montfort-sur-Risle. Ouvert à tous.

► De 8 h à 12 h, centre socioculturel Georges-Brassens. Tarif : 2,60 €. Déplacement en covoiturage. Inscriptions obligatoires au 02.32.95.17.33.

MARDI 16 MARS

Rendez-vous du mardi

Séance d'initiation à la sophrologie.

► De 9 h à 11 h, centre socioculturel Georges-Brassens. Gratuit. Renseignements et inscriptions obligatoires au 02.32.95.17.33.

JEUDI 18 MARS

Atelier sur la rénovation urbaine

Temps convivial pour échanger sur l'évolution en cours sur le quartier du Madrillet.

► De 9 h à 11 h, maison du projet, place Jean-Prévost. Renseignements et inscriptions au 06.70.07.85.70.

VENDREDI 26 MARS

Soirée « Trappeur, musique et chant »

Soirée en extérieur autour d'un feu avec concert, animations, pommes de terre cuites au feu et guimauves grillées.

► De 19 h à 22 h, centre socioculturel Georges-Brassens. Gratuit. Renseignements et inscriptions obligatoires au 02.32.95.17.33.

SPORT ET BIEN-ÊTRE

LUNDIS 8, 15 ET 22 MARS

Ateliers bien-être

Un moment de détente pour découvrir différentes astuces coiffure et bien-être. Au programme : coiffure (le 8), marche en forêt (le 15), relaxation (le 22).

► De 9 h à 11 h 30, loge de la tour Calypso, rue Eugénie-Cotton. Gratuit. Renseignements sur place lors des ateliers ou au 06.21.18.44.16.

JEUDIS 11 ET 25 MARS

Sorties en forêt

Le service du développement social propose des sorties en forêt animées par le Club gymnique stéphanois. Marche en forêt et ramassage de déchets (le 11) et marche en forêt et remise en forme (le 25).

► De 14 h à 16 h, forêt du Madrillet. Métro arrêt Technopôle et bus 27 arrêt Mare aux Sangsues. Gratuit. Inscriptions au 06.79.08.56.23.

CULTURE

ANIMATIONS

MARDI 9 MARS

Récrégeek

Le mardi, c'est Récrégeek à la bibliothèque Elsa-Triolet. Les jeunes à partir de 13 ans découvrent les jeux vidéo multijoueurs.

► 17 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Gratuit. Places limitées. Inscriptions obligatoires auprès des bibliothèques ou au 02.32.95.83.68.

SAMEDI 13 MARS

Atelier multimédia

À la découverte du scanner : numériser les tirages photos, négatifs et diapositives, apprendre à les classer dans un dossier et à les transférer sur une clé USB.

► À partir de 10 h, bibliothèque de l'espace Georges-Déziré (créneaux de 30 minutes). Inscriptions obligatoires au 02.32.95.83.68.

SAMEDI 20 MARS

SamDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films.

► 10 h 30, bibliothèque de l'espace Georges-Déziré. Gratuit. Inscriptions obligatoires au 02.32.95.83.68.

JEUNE PUBLIC

MERCREDI 24 FÉVRIER

Bébés lecteurs

Une séance d'immersion dans les livres, un cocon tout douillet et de beaux livres à dévorer.

► De 10 h 30 à 11 h 30, bibliothèque Louis-Aragon. Gratuit. inscriptions obligatoires au 02.32.95.83.68.

SAMEDI 27 MARS

La Tambouille à histoires

Pour bien commencer le week-end, les bibliothèques invitent les enfants de 4 à 7 ans à venir écouter des histoires.

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Gratuit. Places limitées. Inscriptions obligatoires au 02.32.95.83.68.



Au Rive Gauche

Spectacles programmés au Rive Gauche : Aeon (magie nouvelle) vendredi 12 mars, Allegria (danse hip-hop) mardi 16 et mercredi 17 mars, Féminines (théâtre) vendredi 19 mars, So Schnell 1990-2020 (danse) mardi 23 mars, CharElie Couture (chanson rock) vendredi 26 mars.

Renseignements : 02.32.91.94.94, www.lerivegauche76.fr

DU 9 AU 31 MARS

Exposition « Éducation et LGBTI+ »

Cette exposition vise à une meilleure connaissance de l'histoire des LGBTI+ du XIX^e siècle à nos jours.

► Centre socioculturel Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02.35.02.76.90.

SAMEDI 20 MARS

Conférence gesticulée

Sur la thématique du coming out et de l'homophobie. Humour, autodérision, mais aussi analyse sociologique et échanges sont au programme.

► 20 h. Centre socioculturel Georges-Déziré, salle Raymond-Devos. Gratuit. Renseignements et inscriptions au 02.35.02.76.90.

VENDREDI 26 MARS

Ciné-débat

Ciné-débat sur le film « Pride » (Matthew Warchus - 2014 - 2 h - tout public). Sur une proposition des habitants, le centre socioculturel Georges-Déziré, en partenariat avec le centre LGBTI de Normandie, propose, après le visionnage du film, un temps de débat/questions pour échanger sur les thématiques liées à la lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et au genre.

► 20 h. Centre socioculturel Georges-Déziré, salle Raymond-Devos. Gratuit. Renseignements et inscriptions au 02.35.02.76.90.



ENVIRONNEMENT

Une ferme au cœur de la ville

Sur le parc du Champ des Bruyères, inauguré fin septembre par la Métropole Rouen Normandie, deux hectares sont réservés au projet de ferme pédagogique. Un lieu vivant où la question de l'alimentation sera remise au cœur de nos existences urbaines.

Les coulisses de l'info

La ferme urbaine des Bruyères est une ferme permacole : elle prône les valeurs de la permaculture qui reposent sur trois grands principes, prendre soin de la terre, prendre soin des hommes et partager équitablement les ressources.

« **C**e sera autant un lieu de vie qu'un lieu ressource », promet Karen Yvan, coordinatrice à l'association

Le Champ des possibles qui a piloté ce projet de ferme urbaine, en lien avec la Métropole Rouen Normandie. On y trouvera une serre/pépinière, un potager et un verger citoyen, une pâture, une parcelle de céréales et un espace vente de produits bio. Installée depuis 2016 sur le site de Repainville sur lequel elle a déjà créé une première ferme maraîchère, l'association œuvre depuis 2013

pour la promotion de l'agriculture en ville et la pédagogie autour de l'alimentation (elle est déjà intervenue à Saint-Étienne-du-Rouvray notamment dans le cadre des rendez-vous Bien vivre dans son logement). Son programme : « Remettre les mains dans la terre et les pieds dans la cuisine ! » « Pour les urbains que nous sommes, qui vivons souvent dans des environnements ultra-bétonnés, c'est une occasion rare d'accéder à un coin de nature, mais aussi de s'interroger sur ce que nous mangeons et la façon dont nous le produisons, de redevenir acteurs de



notre alimentation », poursuit Karen Yvan. Sur le territoire, les actions menées autour des jardins partagés par l'association du centre social de La Houssière ou encore la CSF qui travaille à la création prochaine d'un potager dans le quartier Wallon relèvent de la même volonté.

Des chantiers participatifs

Une réalité qui rejoint une préoccupation de la Ville qui depuis plus de dix ans déploie auprès des écoles son plan nutrition-santé : « Ce programme d'animations touche tous les enfants du CP au CM2 et les amène à réfléchir sur les liens entre nourriture et santé à travers l'équilibre alimentaire, la nécessité de bouger, l'origine des produits et les modes de production, les images véhiculées par la publicité », souligne Peggy Enseume, coordinatrice du programme nutrition-santé. Pour les Stéphanaïens, la proximité de la ferme sera un outil pédagogique précieux, ouvert sur le quartier et créateur de liens. « Car c'est aussi notre objectif », insiste Karen Yvan. Dès le mois de mars, des chantiers

participatifs seront mis en place et, par la suite, des ateliers cuisine et jardinage, des visites du site, des événements festifs au fil des saisons. « Nous envisageons aussi des formations, des programmes de science participative et mènerons un travail scientifique sur l'adaptation des cultures et la recherche de techniques alternatives... C'est une aventure collective et nous sommes ouverts à toutes les expérimentations ! » Riverains ou simples curieux, apprentis maraîchers, agronomes, enfants, adultes ou adolescents, tout le monde aura bientôt une bonne raison de se rendre à la ferme urbaine des Bruyères pour partager, apprendre et repartir avec un peu de savoir-faire à mettre en œuvre sur son lieu de vie, son balcon, son petit bout de jardin. ■

▲ Dans le cadre du plan nutrition-santé, un petit-déjeuner équilibré a été offert aux élèves de CP de l'école Paul-Langevin.

ASSOCIATION TRITICUM Et les céréales ?

Autre intervenant de la ferme, l'association Triticum développera de son côté un projet pédagogique autour des céréales. Depuis sa création en 2019, Triticum – nom botanique du blé – travaille sur la question de la résilience alimentaire et à la réintroduction des semences paysannes. Elle cherche aussi à recréer des ponts entre professionnels - agriculteurs, boulangers, meuniers - et citoyens. Lieu de rencontres et d'accueil, la ferme sera ainsi l'occasion pour les habitants de se familiariser avec les variétés céréalières anciennes, l'agroécologie et de prendre part aux activités (semences, fabrication du pain, etc.).

INTERVIEW

« Besoin de comprendre ce que nous mangeons »

Éric Birlouez est ingénieur agronome et sociologue de l'alimentation, auteur d'une Petite et grande histoire des légumes (éditions Quae, 2020).

Pourquoi ce besoin aujourd'hui de revenir à la terre ?

Nos sociétés modernes ont installé une distance entre nous et la nourriture que nous mangeons. Une distance géographique d'abord puisque 80 % de la population est désormais urbaine. Une distance culturelle et sociale ensuite car, même dans les campagnes, le monde agricole est devenu ultra-minoritaire. Une distance générationnelle aussi : il n'y a pas si longtemps, tout le monde avait dans sa famille un père ou un grand-père agriculteur, ce qui n'est plus le cas. Enfin, une distance économique : de la production à l'assiette, les intermédiaires sont de plus en plus nombreux. Aujourd'hui 90 % de ce que nous mangeons a fait un détour par une usine. Nous avons trop délégué à l'industrie agroalimentaire et les scandales ont ajouté à l'anxiété. Ce retour à la terre correspond à un besoin anthropologique de comprendre ce que nous mangeons.

Depuis peu, les légumes semblent susciter un intérêt renouvelé, qu'en pensez-vous ?

C'est un basculement dans notre histoire. Les légumes ont longtemps été méprisés parce qu'ils poussaient dans la terre. La viande au contraire était synonyme de force et de richesse. Encore aujourd'hui cette image reste, même si 95 % des gens ont désormais intégré le slogan qu'il faut manger au moins 5 fruits et légumes par jour, ils sont encore une minorité à le faire. Malgré tout, ces dernières années, on voit naître en effet un intérêt réel pour des légumes qui sont de plus en plus variés et dont on reconnaît désormais les qualités nutritives.

La danse comme passeport



Une interview vidéo
est à retrouver sur
saintetiennedurouvray.fr

Danseur syrien réfugié en France, Dorado Jadiba a vécu l'exode avec sa passion comme moteur pour traverser les épreuves. Il aspire désormais à reconstruire une nouvelle vie.

Dureid Jadiba raconte son périple, depuis la Syrie jusqu'en France, avec calme et la détermination. Avec un surnom, Dorado, son identité tout simplement. Difficile d'imaginer les épreuves surmontées par ce jeune homme, né il y a 30 ans à Damas dans une famille aux origines palestiniennes qui avait déjà vécu l'exode avant lui. « C'est là-bas que j'ai

découvert la danse, traditionnelle d'abord, puis, classique vers 15 ans. »

Le champ des possibles est alors vaste, mais la guerre civile le réduit presque à néant. « Fin 2011, j'ai reçu un éclat d'obus dans le dos. Mon père a eu peur pour moi. Il m'a convaincu de rejoindre l'un de mes frères au Liban. » Là-bas, les débuts sont difficiles. « Mais la danse m'a permis de faire des rencontres. Je suis

quelqu'un de très sociable... » Il se fait engager dans un parc d'attractions de Beyrouth. Ses ascendances palestiniennes lui compliquent pourtant la tâche dans un pays où religion, politique et origines s'entrelacent au quotidien. Il quitte ce poste pour une lente descente aux enfers où la dépression le rattrape. « Je me suis dit alors : Dorado, c'est quoi ton rêve ? C'est la danse et c'est la France. Alors, vas-y ! » C'est le début d'un long périple via l'Iran, la Turquie où il embarque à bord d'un frêle esquif avec des dizaines d'autres pour rejoindre la Grèce. « La mer était déchaînée. Nous avons cru mourir dix fois... »

Réfugié politique

Il arrive pourtant à traverser, vit dans un camp de réfugiés avant de rallier Athènes où toutes les portes vers la France semblent fermées sans argent pour payer des passeurs. « J'ai décidé d'y aller à pied. Les gens m'ont pris pour un fou... » Il traverse toute l'Europe de l'Est, subit des arrestations, les coups parfois, le vol de ses maigres affaires. Pendant plus de deux mois, il enchaîne les kilomètres, traverse les montagnes malgré le froid. D'Italie, il arrive à rejoindre, en juin 2018, la France et son oncle installé à Saint-Étienne-du-Rouvray.

« J'ai demandé le statut de réfugié politique que j'ai obtenu depuis. De ce côté-là, je suis tranquille mais il y a tout à reconstruire. » La danse encore lui ouvre des portes, lui permet d'apprendre le français au contact de chorégraphes, de professeurs et d'artistes locaux. Il danse sur la scène du Théâtre des Arts en juin 2019, donne quelques cours. Dans le même temps, il commence une formation dans le sport avec un projet : créer un lieu où activités physiques et danse sont associées pour se remettre en forme. Et avec un rêve, celui de faire venir son père : « Il m'a élevé. Il s'est toujours privé pour mes frères et moi. J'aimerais l'aider à mon tour. » ■